



Les Libanais défient le chaos

Le 4 août, peu après 18 heures, 2750 tonnes de nitrate d'ammonium, stockées dans un entrepôt du port de Beyrouth sans aucune précaution, ont explosé, ravageant une grande partie de la capitale. Trois semaines après, les Libanais continuent de se rendre en famille sur le lieu du drame, dont les silos à grains éventrés sont devenus un symbole.

De notre envoyée spéciale à Beyrouth, **Agnès Chareton**, photos **Lucien Lung** pour *Le Pèlerin*

L'explosion qui a dévasté la capitale le 4 août a porté le coup de grâce à un pays à genoux. Étouffés par une crise financière, abandonnés par leurs dirigeants, précipités dans la pauvreté, les Libanais nous ont confié leur rage et leurs espoirs dans les décombres de Beyrouth.



LA CHALEUR est écrasante en cette fin août à Beyrouth. Peu avant le couvre-feu décrété en raison de l'épidémie de Covid-19, des Libanais sont venus en famille au bord de l'autoroute qui surplombe le port. C'est là que le 4 août, peu après 18 heures, 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium stockées dans un entrepôt ont explosé, ravageant une grande partie de la capitale. Ils se prennent en photo devant les silos à grains éventrés et des entrepôts tordus. Comme s'ils voulaient exorciser le drame en l'immortalisant à travers des « selfies ». D'autres n'ont pas tardé à en tirer profit : des tee-shirts « Beiroshima » – contraction de Beyrouth et Hiroshima – sont en vente dans des échoppes.



Le Liban, pays sous tension

Un ancien protectorat français

En 1920, la Syrie et le Grand Liban – alors provinces ottomanes – sont placés sous mandat français par la Société des nations. Les chrétiens maronites sont alors majoritaires. Le Liban a gardé des liens étroits avec la France, depuis son indépendance en 1944, grâce à la francophonie, même si celle-ci tend à reculer.

Un système décrié

Depuis 1943, le Liban a mis en place un système politique confessionnel afin de répartir le pouvoir entre ses 18 communautés religieuses officielles, selon leur poids démographique. Le président de la République est chrétien, le Premier ministre musulman sunnite et le président du Parlement chiite. Accusé de favoriser le clientélisme, ce système se voit remis en cause, même si certains estiment qu'il faut le conserver.

Les blessures de la guerre civile

Entre 1975 et 1990, la guerre civile a fait quelque 150 000 morts. Aux exactions entre milices de différentes confessions se sont ajoutées de nombreuses interventions étrangères. Les blessures sont encore vives dans le pays : les « seigneurs de la guerre », transformés en chefs de parti politique, continuent à diriger le pays pour leur propre bénéfice.

Le Hezbollah, un État dans l'État

Le Hezbollah chiite, seule milice à ne pas avoir déposé les armes à la fin de la guerre civile, est le parti politique le plus puissant au Liban, où il incarne la résistance face à Israël, avec qui le pays est toujours en guerre. Mais depuis la révolution d'octobre 2019 et plus encore après l'explosion, les Libanais le critiquent à haute voix.

Triste anniversaire que ce 1^{er} septembre : alors que le pays fêtait le centenaire du Grand Liban, Emmanuel Macron, venu à son chevet pour la deuxième fois en un mois, pressait ses dirigeants de former « au plus vite » un « gouvernement de mission » pour réformer le pays. Trois semaines après le cataclysme, les rues de Beyrouth ont été en partie déblayées, mais les dégâts sont toujours impressionnants dans les quartiers les plus touchés, majoritairement chrétiens. Appartements à nu, fenêtres soufflées, meubles détruits... La reconstruction, qui commence à s'organiser grâce à l'aide internationale et à la solidarité des Libanais, s'annonce colossale : les pertes pourraient s'élever à plus de 8 milliards de dollars, dans un pays déjà en faillite. Mais le traumatisme est surtout psychologique chez les habitants de Beyrouth, encore hantés par les souvenirs de la guerre civile (1975-1990), dans un pays toujours officiellement en guerre avec son voisin Israël. Alors que l'explosion a fait 188 morts, plus de 6 500 blessés et laissé 300 000 personnes sans-abri, beaucoup d'entre eux quittent le pays.

Comme un tremblement de terre

Le 4 août au soir, l'hôpital universitaire de Geitaoui s'est retrouvé au cœur de la tragédie. Situé à 1,3 km du port, il a été balayé des deux côtés par l'explosion. « On a entendu un tremblement de terre, comme si l'hôpital était touché par une bombe », se remémore sœur Hadia Adi Chebli, codirectrice de cet établissement maronite. Elle montre sur son smartphone les images du chaos : les blessés étendus par dizaines sur le parking dans des mares de sang ; les patients de l'unité Covid sous respirateurs transportés en urgence vers d'autres hôpitaux ; les malades, blessés par des éclats de verre, évacués dans la panique générale... « J'ai vécu la guerre, en 1975, j'avais 18 ans, et jamais on n'a vu de tels dégâts et un tel afflux de blessés », confirme le P^r Pierre Yared, codirecteur de l'hôpital.

● ● ●



Rétablissement de l'électricité dans le quartier de Gemmayzé. 40 000 bâtiments ont été touchés par l'explosion selon le syndicat des ingénieurs libanais.



« Aider les autres, c'est une thérapie »

Hussein Kazoun, volontaire à « Nation Station »

Barbe broussailleuse, smartphone vissé à la main, Hussein se faufile au milieu des jeunes en gilet jaune qui trient des vêtements. Il est l'un des piliers de « Nation Station », une station-service désaffectée de Beyrouth transformée en camp d'aide pour les sinistrés. Dès le lendemain du drame, il a rapporté des fruits et des légumes de sa ferme bio de la région de la Bekaa pour les distribuer. « C'était une sorte de thérapie, assure-t-il. Si je n'étais pas ici, je ne sais pas ce que je ferais. » Après avoir étudié et travaillé en Espagne, à Chypre, en Arabie Saoudite et vécu une « crise existentielle » à 24 ans, Hussein a décidé de revenir s'installer au Liban. Son avenir, il le voit ici, au jour le jour, contrairement à beaucoup de ses « potes » partis vivre à l'étranger. Est-il chrétien, musulman ? « Je ne crois en rien, assène-t-il. Depuis la naissance du Liban, les politiciens ont divisé le peuple en communautés pour mieux le contrôler. »



1 L'accueil des patients a très partiellement repris à l'hôpital universitaire de Geitaoui. L'unité Covid a été totalement détruite et le plateau technique a subi de lourds dégâts.

2 Alors que l'hôpital était neuf, aucune chambre n'a été épargnée par l'explosion. Les lits médicalisés, abîmés par les éclats de verre des fenêtres, sont inutilisables.

● ● ●

Avec ses 44 000 mètres carrés, ses 260 lits et ses 700 employés, il est l'un des plus importants de Beyrouth. Flambant neuf, il accueillait des services de pointe. L'unité de Covid-19, qui avait été inaugurée le 2 mai, est dévastée, alors que l'épidémie progresse. « Nous avons fait de cet hôpital un bijou, et subitement, on a tout



« La révolution nous a unis »

Fatima Khalil, architecte d'intérieur

Architecte d'intérieur, Fatima, 25 ans, a mis ses compétences au service de ceux qui ont tout perdu le 4 août. « Nous avons déjà reconstruit huit maisons et deux boutiques, se réjouit-elle. C'est la première fois que je peux aider les autres dans mon domaine d'expérience. Je me sens fière ! » Pour cela, Fatima a reçu un soutien financier de la fondation Adyan (*lire p. 34*), où elle est volontaire, et qui a lancé un projet pour reconstruire Beyrouth au lendemain de la catastrophe. « La jeune femme a participé aux manifestations d'octobre 2019, « une vraie révolution pour le Liban ». « J'ai vu les Libanais à nouveau unis, se souvient-elle. Les gens demandaient le respect de leurs droits, l'accès à l'électricité, une vie digne... C'était un moment unique, mais maintenant c'est retombé. » Son rêve ? Monter sa propre entreprise au Liban. Mais ces derniers temps, elle avoue penser de plus en plus à l'expatriation. Une idée qui ne l'avait jamais tentée avant la crise.

* « Nous sommes avec Beyrouth » ; adyanfoundation.org



perdu », déplore le P^r Yared. Encore sous le choc, il est bien décidé à se battre, au nom de sa foi chrétienne, pour la « résurrection de cet hôpital. » Mais où trouver l'argent ? Les dégâts sont estimés à plus de 4 millions de dollars et l'hôpital, touché par la crise économique comme le reste du pays, n'a pas le premier sou de cette somme.

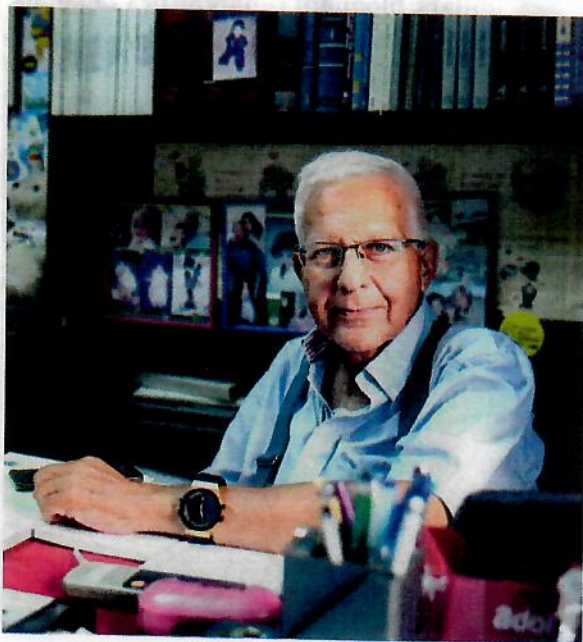
Une descente aux enfers

Telle une malédiction, l'explosion du 4 août a frappé le Liban alors qu'il traversait depuis la révolution d'octobre 2019 une crise aux multiples facettes, à la fois financière, économique, politique et sociale, à laquelle s'est ajoutée l'épidémie de Covid-19. Le père Gabriel Khairallah, directeur du Centre social des Jésuites et professeur de lettres à l'université Saint-Joseph, à Beyrouth, n'a rien vu venir. En octobre 2019, quand plus d'un million de Libanais descendent dans la rue à travers le pays pour dénoncer la corruption de leurs dirigeants et réclamer des réformes, il se joint à eux. « J'ai réalisé que toute une classe moyenne souffrait de pauvreté, raconte le jésuite. En novembre et en décembre, ça a été la descente aux enfers. »



3 Des colis alimentaires en provenance du Koweït sont déchargés par des jeunes au « camp de base » de Mar-Mikhael, au chant de « Héla héla ho ». Entendue dans les manifestations d'octobre 2019, cette rengaine vise Gebran Bassil, le président du Courant patriotique libre (CPL), que les manifestants accusent de corruption.

Les banques ont limité les retraits en dollars, bloquant l'épargne des Libanais. La livre libanaise, indexée sur le dollar, s'est effondrée. Avant la crise, le taux de change était de 1 500 livres libanaises pour un dollar. Aujourd'hui, au marché noir – c'est-à-dire le marché réel – un dollar s'échange contre plus de 7 000 livres libanaises ! Les Libanais ont vu leurs revenus s'évaporer. « Quand le dollar était à 1 500 livres, je touchais un salaire de six millions de livres, soit environ 4 000 dollars par mois, explique le père Khairallah. Aujourd'hui, avec un dollar à 7 000 livres, je ne touche plus que 700 ou 800 dollars ! » Le coût de la vie s'est envolé, car le Liban, qui n'a ni industrie ni agriculture, importe l'essentiel de ses biens de l'étranger, en dollars. De nombreux Libanais ont perdu leur travail, ou ne



« La solidarité internationale est extraordinaire »

Robert Sacy, pédiatre

Son cabinet, dans le quartier de Badaro, est tapissé des photos d'enfants qu'il a mis au monde. Le Dr Sacy est une personnalité à Beyrouth. C'est lui qui a fondé l'aile pédiatrique de l'hôpital de la Quarantaine – un hôpital gouvernemental financé par des fonds privés – ravagé par l'explosion du 4 août. « Heureusement, aucun bébé n'a été blessé dans les couveuses et les prématurés ont été transportés dans des hôpitaux périphériques », précise-t-il. Une fois de plus, il doit frapper aux portes pour recueillir les fonds nécessaires à sa reconstruction. « Il y a un effort de solidarité internationale extraordinaire, se réjouit-il, alors que le ministère de la Santé est aux abonnés absents. » Partisan de la première heure de la révolution d'octobre 2019 ainsi que du concept de « neutralité positive » du Liban porté par le patriarche maronite Béchara Raï, le pédiatre ne se fait pas d'illusion sur l'avenir du pays. « Il n'y aura pas de stabilité dans la région tant qu'il n'y aura pas d'entente entre l'Iran et les États-Unis. »



1 Des jeunes volontaires trient des vêtements qui seront distribués aux sinistrés, à « Nation Station », une station-service désaffectée transformée en camp d'aide. Alors que l'État libanais est totalement absent dans cette catastrophe, la solidarité de la jeunesse est un signe de la vitalité de la société civile libanaise.

2 Un autel improvisé dans les ruines de Beyrouth, en hommage à une victime.

● ● ●
touchent plus qu'une partie de leur salaire. Plus de 35 % des jeunes diplômés sont au chômage et 55 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

« Les gens renoncent à leurs projets, voyager, se marier, faire des enfants... déplore le père Khairallah. Et encore, on parle des plus riches. Pour les petits employés, c'est plus tragique. On a vu arriver une classe de nouveaux pauvres. » Au Centre social des Jésuites, qui distribue de la nourriture et des médicaments, il est témoin de leur détresse : « Une dame qui travaillait dans un institut de beauté et qui n'est plus payée est venue me voir en larmes en me disant : "Je suis devenue mendicante !" » L'essence, les médicaments et le pain sont encore subventionnés par l'État libanais. Mais si cette aide s'arrête, leurs prix s'envoleront et le pays pourrait sombrer dans un chaos plus grand encore.

Derrière son masque, Nohad Azzi, longs cheveux dorés et ongles roses, a les yeux cernés. La présidente de l'association Libami, qui vient en aide aux familles les plus pauvres des quartiers défavorisés de Sin el Fil et Nabaa, a assisté à ce basculement. « Dans sept familles sur dix que nous accompagnons, les parents ont perdu leur travail. Expulsés de chez eux, ils dorment dans les cages d'escaliers avec leurs enfants, décrit-elle. Ceux qui

ont encore un travail touchent 50 dollars par mois. Nous sommes réduits à faire un biberon pour un bébé de deux mois avec de la farine ! » L'association, qui distribue 200 paquets de pain chaque jour depuis six mois, ne pourra plus continuer au-delà du 10 septembre. Qu'advient-il après ?

Une population délaissée

Pour Nohad Azzi, l'explosion a été la catastrophe de trop. Avec de grands gestes, elle laisse éclater sa rage contre le gouvernement, absent de la crise, les coupures d'électricité, l'avenir bouché... « On ne voit rien ici, c'est l'obscurité complète ! s'emporte-t-elle. Nous sommes délaissés, sans État, comme des marionnettes. Coincés ! » Parmi les familles chrétiennes aisées qui soutenaient financièrement Libami, beaucoup ont décidé de quitter le pays après le 4 août. « Nous avons peur, confie Nohad Azzi. Ce sont ceux qui dansaient et chantaient dans les rues au début de la révolution, en octobre 2019, qui quittent le Liban. Si cette classe part, qui va rester ? » Aujourd'hui, elle-même encourage sa fille et ses petits-enfants à quitter le Liban.

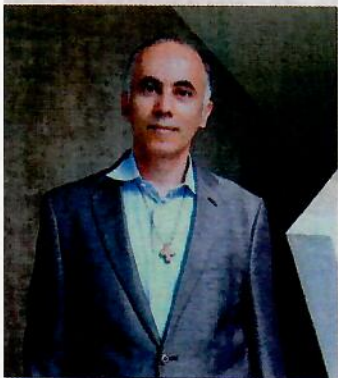
Alors que l'avenir s'annonce sombre pour le pays du Cèdre, la jeunesse incarne une lueur d'espoir. Des camps de fortune ont poussé dans les quartiers en ruines de Beyrouth, où des jeunes collectent et distribuent des denrées pour les sinistrés. Djeylane Nemlich, 34 ans, est responsable de l'approvisionnement et des donations au « Basecamp » de Mar-Mikhael, où quatre ONG libanaises ont installé leur QG. « De l'extérieur, ça peut paraître un peu brouillon, mais nous avons poussé loin l'organisation : nous avons une base de données, un centre d'appels, des ingénieurs et des menuisiers... Une vraie petite entreprise ! » Cette organisatrice de mariages au chômage n'a pas hésité à donner son temps pour aider les autres. « Il ne faut pas qu'on nous oublie, continuez à nous envoyer des fonds, à parler de nous, car ce n'est pas le gouvernement qui nous aidera, insiste-elle. Nous sommes le dernier espoir. » ■



FADI DAOU

« Nous voulons une rupture radicale avec le passé »

Le père Fadi Daou, président de la fondation Adyan, qui œuvre pour l'avènement d'un Liban plus démocratique, basé sur les forces de la société civile, nous confie son espoir de voir un avenir nouveau émerger des décombres au pays du Cèdre.



Fadi Daou, fondateur et directeur général de la fondation Adyan, dans ses bureaux à Beyrouth (Liban), le 27 août dernier.

Avant l'explosion sévissait déjà une terrible crise économique, politique, sanitaire et sociale. Craignez-vous un effondrement du pays ?

Le Liban comme État s'était déjà effondré avant l'explosion. Depuis la fin de la guerre civile, en 1989, les seigneurs de la guerre ont continué à régner sur un pays dans un état de quasi-coma, pour leur propre profit. Depuis octobre 2019, il y a eu un effondrement économique, la crise de la Covid-19, et maintenant cette explosion. 55 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les banques n'arrivent plus à donner accès aux gens à leur propre argent. Donc oui, le Liban en tant qu'État s'est effondré. Je dirais tant mieux, car nous voulons le reconstruire différemment. Ce que je crains, c'est l'effondrement de la société, des gens. Certaines personnes, notamment âgées, vivent encore dans des maisons détruites, et n'ont nulle part où aller. Elles ne voient plus d'avenir dans ces quartiers ravagés.

L'explosion a aussi suscité une vague de solidarité. Des jeunes Libanais sont venus aider les sinistrés. Cela vous donne-t-il de l'espoir pour l'avenir du pays ?

C'est un double signe. D'une part, celui de la vitalité de la société libanaise et de la solidarité entre les citoyens libanais, de toutes confessions, de toutes régions. Les scouts musulmans travaillent avec les scouts chrétiens orthodoxes pour enlever les débris, réparer... Cela montre qu'il existe des semences d'une vraie citoyenneté libanaise, alors que l'on entend souvent dire qu'elle n'existe pas au Liban, avec le régime confessionnel. En parallèle, l'explosion a révélé l'absence totale de l'État. Sur le terrain, toutes les initiatives émanent de la société civile. Le tiers de Beyrouth est détruit, et il n'y a toujours pas de macroplan de reconstruction ! L'armée libanaise est le seul acteur de l'État présent sur place. Aujourd'hui, l'espoir réside dans la formation d'un nouveau gouvernement, indépendant, qui reconstruise progressivement un État.

Des tractations sont en cours pour former ce gouvernement. Quelles réformes devra-t-il mener en priorité ?

Ce gouvernement de transition aura trois missions majeures. D'abord, gérer la catastrophe sanitaire due au sinistre de Beyrouth et à la Covid-19. Ensuite, mener l'audit et l'assainissement financier



de l'État libanais. Cela permettrait au FMI de débloquer rapidement des fonds et d'engager de nouveau la conférence Cedre*. Enfin, organiser des élections anticipées dans un an, sur la base d'une nouvelle loi électorale qui permettrait l'exercice d'une vraie démocratie. Avec l'espoir qu'elles donnent une place aux forces politiques alternatives qui veulent tourner la page de l'histoire récente du pays. Il existe un débat : ces élections anticipées doivent-elles se faire sur la base d'une loi électorale qui abolirait les quotas confessionnels ? Dans ce cas, elles s'accompagneraient de l'élection d'un Sénat qui, lui, représenterait les communautés. Ou doit-on faire des élections maintenant, et le nouveau Parlement préparerait ensuite la sortie du système confessionnel ? J'opte pour passer tout de suite à des élections sans quotas confessionnels au Parlement, afin qu'il y ait une rupture radicale avec le passé.

Il faut donc mettre fin au confessionnalisme ?

Le confessionnalisme recouvre deux réalités différentes. Une qui est politique : c'est le système de quotas par communauté au Parlement, au gouvernement et même dans l'administration.

L'église Saint-Michel, dans le quartier de Mar-Mikhael près du port de Beyrouth, a été fortement abîmée, et a notamment perdu l'essentiel de ses vitraux.

Je suis pour préserver ce pluralisme libanais. Mais le confessionnalisme, c'est aussi l'usurpation du pouvoir politique depuis 1990 par les chefs des milices de guerre, qui se sont imposés par la force. Sortir du confessionnalisme, c'est donc réaménager le système politique pluraliste afin que le gouvernement travaille vraiment pour l'intérêt commun des Libanais, et en même temps libérer l'État de la mainmise des seigneurs de la guerre. Si on fait la première chose mais pas la deuxième, rien ne changera.

Des chrétiens expriment l'angoisse d'être relégués à des citoyens de seconde zone au Liban, notamment face à l'hégémonie du Hezbollah dans la vie politique. Ont-ils encore un avenir au Liban ?

L'angoisse est réelle, mais attention aux discours des partis populistes chrétiens qui l'instrumentalisent à leurs fins. Aujourd'hui, les chrétiens n'ont pas tellement peur des musulmans. Leur angoisse est la même que celle des autres Libanais : ils redoutent une domination du Hezbollah politiquement et militairement, dans un pays économiquement en faillite. Je pense qu'il existe une voie qui répond à cette peur : c'est la « neutralité » du Liban prônée par le patriarche maronite Bechara Raï. Avec cet appel, il a ouvert la possibilité d'un dialogue avec le Hezbollah, avec un équilibre de forces renouvelé. Cette voie renforce à mon avis la présence chrétienne. Mais chez le patriarche, elle va de pair avec la critique sans concession des représentants des chrétiens en politique et le soutien à la nouvelle élite politique qui émerge de la révolution d'octobre 2019. Des gens veulent encore essayer de construire un État sain dans lequel on pourra vivre. Voilà la réponse. ■

Propos recueillis par A. C.

* Conférence économique pour le développement du Liban par les réformes et avec les entreprises (Cedre).

Les écoles chrétiennes asphyxiées par la crise

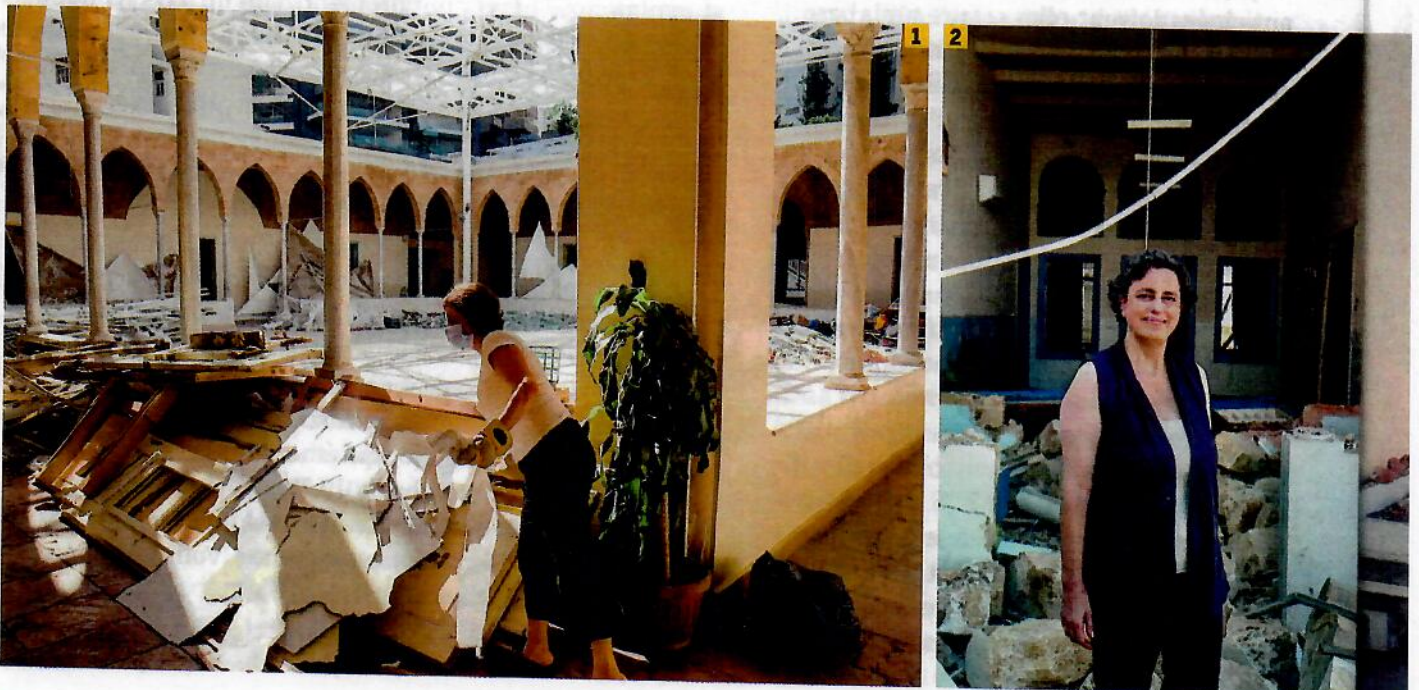
La terrible crise économique qui frappe les Libanais met en péril l'avenir de nombreuses écoles chrétiennes. Vrais lieux de mixité sociale et religieuse, relais de la francophonie, leur rôle est essentiel. Reportage à Beyrouth et Saïda, à la veille d'une rentrée incertaine.

UN AMAS d'épais morceaux de verre empilés dans un coin. C'est tout ce qu'il reste de la grande verrière qui surplombait la cour de l'école des Trois-Docteurs, dans le quartier chrétien de Gemmayzé, à Beyrouth, pulvérisée par la gigantesque explosion qui a ravagé une partie de la ville le 4 août. « Elle avait été conçue pour résister à un séisme ! » se désole Nayla Daoun, directrice de cette institution grecque-orthodoxe fondée en 1835. Située à 500 mètres du port, face au lieu de l'explosion, l'école, qui accueille 195 élèves de

toutes confessions, est l'une des plus sinistrées de Beyrouth. Trois semaines après la catastrophe, les débris ont été balayés, le matériel scolaire rassemblé, les sols nettoyés, mais l'établissement est loin d'être en état d'accueillir les élèves. « Aucune pièce n'a été épargnée, soupire Nayla Daoun. L'école accueillait des enfants souffrant de troubles de l'apprentissage. Elle était dotée d'équipements modernes et nous avions développé une approche personnalisée de l'enseignement. Et voilà que l'on doit repartir de zéro ! »

1 L'école des Trois-Docteurs, soufflée par l'explosion du 4 août, n'est plus qu'amas de débris.

2 Nayla Daoun, directrice de l'école.



La rentrée scolaire, déjà perturbée par l'épidémie de Covid-19, s'annonce incertaine. « Ce sera d'abord un temps pour se reconstruire moralement et évaluer les besoins de chacun », indique la directrice. Battante, elle espère pouvoir accueillir des élèves sur place fin septembre, tout en assurant une partie des cours en ligne. Mais combien d'entre eux répondront présents ? La situation était déjà critique avant l'explosion. « La crise économique a jeté dans la précarité de nombreuses familles de la classe moyenne, souligne Nayla Daoun. Depuis octobre, la chute a été très rapide. Beaucoup de parents ont perdu leur travail ou ne touchent plus qu'une partie de leur salaire. Ils ne peuvent plus payer les frais de scolarité. » Ceux-ci sont élevés au Liban, où 70 % des élèves sont scolarisés dans des écoles privées, payantes ou semi-gratuites, et 30 % dans le secteur public, réputé moins bon. À l'école des Trois-Docteurs, on comptait 40 % de frais de scolarité impayés au mois d'avril... Un scénario qui se répète à travers tout le pays.

Il y a donc urgence. « Même avec notre aide, certaines écoles chrétiennes risquent la disparition dès l'année prochaine, avertit

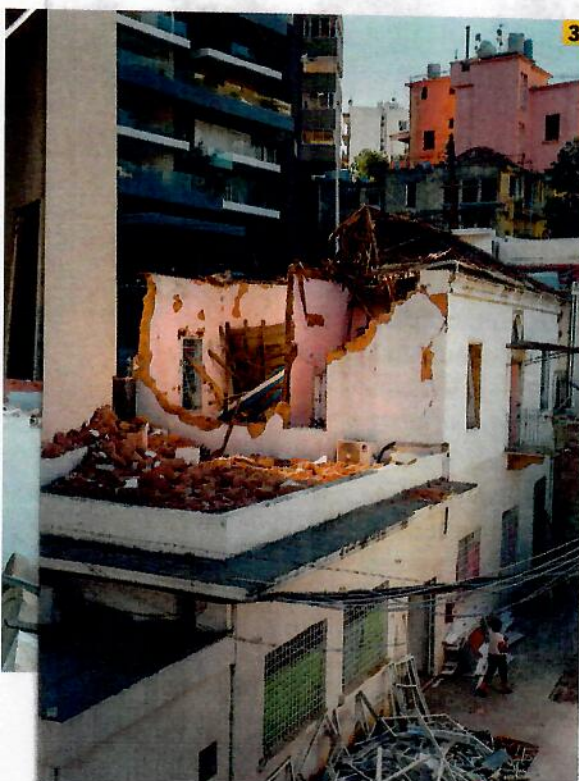
Roger Khaïrallah, responsable projets au Moyen-Orient pour la fondation Raoul-Follereau. Le système public ne pourra pas absorber tous ces élèves. Les écoles semi-gratuites ont déjà un énorme déficit : l'État libanais, qui doit payer la moitié de la scolarité, ne verse plus rien depuis 2015. » Avec Marc de Vergnette, de l'Œuvre d'Orient, il a visité trente établissements chrétiens cet été pour évaluer leur situation et les inscrire sur un fonds d'aide : le Comité de sauvegarde des écoles du Liban.

Des valeurs fondamentales

Lancé début juillet par ces deux associations et l'Institut européen de coopération et de développement, ce projet s'ajoute au fonds Personnaz, annoncé par Emmanuel Macron lors de sa visite à Jérusalem, en janvier (1,8 million d'euros pour les écoles chrétiennes au Liban, abondé à 50 % par l'État et 50 % par l'Œuvre d'Orient). Les réseaux associatifs et diplomatiques français estiment en effet que les écoles chrétiennes jouent un rôle essentiel dans la société libanaise. Vecteurs de francophonie, elles

3 Le premier étage de l'école des Trois-Docteurs est complètement éventré.

4 Marc de Vergnette, de l'Œuvre d'Orient, visite l'école des sœurs de Saint-Joseph-de-l'Apparition, à Saïda, le 26 août 2020.





1 L'...
Trois...
souf...
l'exp...
n'es...
de c...

2 N...
dire...

...
forment les élèves, de toutes confessions et de tous milieux sociaux, à la citoyenneté, au respect mutuel, à la laïcité... Des valeurs fondamentales dans un pays encore fracturé par quinze ans de guerre civile (1975-1990).

En cette fin août, Marc de Vergnette et Roger Khairallah ont rendez-vous à l'école Saint-Joseph-de-l'Apparition, à Saïda, dans le sud du Liban. Fondée en 1855, cet établissement tenu par des religieuses du même nom est l'une des plus réputées de la ville, majoritairement sunnite. Elle accueille des enfants chrétiens, sunnites et chiites à égale proportion, de la maternelle à la terminale. À la veille de la rentrée, sœur Eugénie Jeambart, la mère supérieure, est inquiète. Sur 1 110 élèves, seule une centaine a payé son inscription pour l'année à venir (3,9 millions de livres libanaises en moyenne soit 2178 €,) alors qu'ils n'étaient que 55 % à avoir réglé la scolarité de l'année passée.

Les familles chrétiennes sont souvent les premières à ne plus pouvoir payer...

« Nous n'avons jamais refusé un enfant parce que ses parents n'ont pas les moyens ! soupire la religieuse. C'est notre manière de faire, de penser, d'agir. Mais la situation va-t-elle encore nous le permettre ? Nous sommes très ennuyées. » L'école a accumulé un déficit de 1,1 milliard de livres libanaises en 2019-2020 (environ 614 576 €). « Pour l'année prochaine, le budget est flou », ne cache pas Pamela Kattan, la comptable. Depuis mars, les professeurs ne touchent plus que 75 % de leur salaire. Quant au chantier du nouveau bâtiment, il est à l'arrêt depuis octobre dernier. Dans ce contexte de crise, l'aide de l'Œuvre d'Orient et de la fondation Raoul-Follereau apportera une bouffée d'oxygène. Mais si l'économie libanaise ne redémarre pas rapidement, l'avenir s'annonce sombre pour la jeune génération, qui incarne l'avenir du pays. ■ A. C.

Les sœurs de l'éco
Saint-Joseph-de-
l'Apparition, à Saï
attendent beauco
de l'aide extérieur
pour se sortir de
cette situation
catastrophique,
menaçant l'avenir
des jeunes Libanai